

Pour continuer
le débat

Du conflit social

André Bernard & Pierre Sommermeyer

DANS *HISTOIRE D'UN RUISSEAU*, LIVRE QUE L'ON PEUT TROUVER chez Actes Sud, collection Babel, en poche, Élisée Reclus écrit :

« Il est vrai, dans ce ravin aussi bien que sur la terre entière, la *bataille* de la vie pour la jouissance de l'air, de l'eau, de l'espace et de la lumière ne cesse pas un instant entre les espèces et les familles végétales ; mais cette *lutte* n'a pas encore été régularisée par l'intervention de l'homme, et l'on croirait, au milieu de ces plantes si diverses et si gracieusement associées, se trouver dans une république fédérative où chaque existence est sauvegardée par l'alliance de toutes. »

« Bataille » et « lutte », tels sont les termes – par nous soulignés – qu'emploie Élisée pour dire le conflit qui se livre au sein de la nature.

Mais, pour nommer le conflit, il est possible d'énumérer quelques autres mots comme affrontement, guerre, litige, belligérance, désaccord, différend, etc., qui véhiculent, bien sûr, des significations variées.

Le numéro 31 de la revue *Réfractions*, paru à l'automne 2013, a pour titre « Les conflits, c'est la vie ! ». Cela est vrai, sans doute,

comme le montre Reclus, mais c'est tout aussi bien quelquefois la mort qui est au bout.

Dans ce numéro de la revue, citant Proudhon, Jean-Christophe Angaut écrit que pour ce dernier « le réel est intrinsèquement conflictuel », que « cette conflictualité ne vaut pas seulement pour les formations sociales, mais pour la réalité tout entière ».

Proudhon définirait, d'un côté, des antinomies naturelles et éternelles, des oppositions irréductibles comme dans le cas de la pile électrique avec ses pôles (positif et négatif) et, de l'autre, des antinomies humaines, sociales, politiques, historiques, que notre liberté d'êtres humains peut gérer avec plus ou moins de bonheur.

Mortifères, stimulants ou salubres, les conflits se présentent donc sous de nombreuses formes et dans d'infinies situations.

Le conflit qui nous intéresse plus particulièrement, c'est celui entre les personnes. Et, quel qu'il soit, on pourra affirmer que l'affrontement peut ne pas se régler obligatoirement par la négociation ou par le consensus et qu'il y a des conflits qui n'admettent ni la conciliation ni la médiation sans, pour autant, que cela aboutisse à la destruction physique de l'autre, à son anéantissement.

Ainsi, en Afrique du Sud, le conflit antiapartheid aurait-il pu se terminer par un massacre général des Blancs ; la valise ou le cercueil, disait-on lors de l'indépendance algérienne. Pourtant, Nelson Mandela et son entourage – pour des raisons économiques, sociales et, sans doute, par un héritage de non-violence transmis de Gandhi à Luthuli – ont préféré tenter une difficile réconciliation qui laissait ouvert l'avenir, attitude très éloignée des comportements plutôt communs de vengeance. Paradoxalement, c'est dans la partie africaine noire que l'on a pu déplorer de graves violences.

Une autre sorte de conflit volontairement assumée, c'est celle provoquée par la pratique de la désobéissance non-violente – car cette désobéissance implique une instance supérieure qui se veut oppressive et dominatrice –, soit envers l'autorité qui veut la soumission, soit sur le plan économique, et là on entre alors dans un conflit du travail avec comme pratique la grève légitime et quelquefois illégale, expression de la lutte de classe.

La lutte de classe est donc une des formes de désobéissance sociale qui conteste, à divers degrés, la servitude involontaire qu'est le salariat.

La lutte de classe est analysée par certains comme le moteur premier de l'Histoire avec pour acteur le prolétariat qui mettrait



en mouvement la marche de l'Histoire dans un monde qui évolue aveuglément.

Comme l'institution étatique a changé, le système d'exploitation et de domination, autrement dit le capitalisme – qui reste fondamentalement inchangé –, s'est également transformé.

Mais l'évolution du capitalisme est telle (délocalisation, fluidité, internationalisation des donneurs d'ordre, atomisation des prolétaires avec la perte de ce que l'on nommait la « conscience de classe ») que certains veulent croire que nous avons atteint le bout du bout de l'Histoire et qu'il faut faire avec.

Or quelques événements récents, les dernières révoltes d'« indignés » divers, d'Occupy Wallstreet aux printemps « arabes », ont montré qu'un nouveau sujet de l'Histoire avait sans doute pointé le bout de son nez : nous croyons le discerner dans une partie de cette jeunesse branchée, équipée de ses boîtes magiques et naviguant en temps réel sur la Toile. Cette jeunesse-là est urbaine, plutôt bien éduquée ; elle vient des classes moyennes appauvries et en voie de paupérisation, associée à d'autres révoltés d'origines diverses. Il semblerait donc que le sujet de l'Histoire, c'est, maintenant, cet « individu collectif » et connecté qui a surmonté l'atomisation du monde prolétaire et qui innove dans ses manières d'agir. Pour autant, nous ne dirons pas que cet individu collectif puisse s'affirmer comme une « classe ».

Si la lutte de classe est le conflit essentiel, elle est souvent occultée par des conflits ethniques, par des guerres de religion ou par des guerres nationales. Mieux, ce sont ces conflits que nous nom-

merons « secondaires » qui masquent le conflit fondamental, le seul qui pose le problème de la domination et de l'exploitation de tous les humains sans exception.

Nous ne citerons que la longue lutte victorieuse contre l'apartheid en Afrique du Sud ou bien la conquête des droits civiques aux États-Unis, mais qui ont laissé intactes les revendications ouvrières. En Inde, la non-violence s'est illustrée essentiellement dans le combat pour l'indépendance nationale bien que l'on puisse citer des actions de Gandhi plutôt proches du syndicalisme ouvrier. La non-violence du Larzac avait un côté antimilitariste dans sa lutte contre l'institution militaire et l'extension d'un camp militaire. De même, la non-violence relative à Notre-Dame-des-Landes est un combat contre ce que l'on nomme maintenant les « grands projets inutiles ».

Tous ces combats, pourtant majeurs, ne posent qu'indirectement le problème de fond.

Il en résulte, dans l'esprit de tout un chacun, que la non-violence peut être un outil adéquat pour la conquête de droits sociaux, de droits « bourgeois » : les droits humains, mais en ce qui concerne plus particulièrement une action révolutionnaire qui bouleverserait profondément la société, il faut être sérieux, seul le

Pour continuer
le débat



pouvoir de la violence et des armes sera la solution, affirmeront certains.

Il est de fait que les tenants de la non-violence actuelle sont rares à oser aborder les problèmes de la justice sociale ; nous dirions même qu'ils les évitent. Cependant, nous pourrions citer, par exemple, certains des premiers numéros de la revue *Alternatives non-violentes* qui contredisent cette affirmation. N'ont été consultés que les 3 et 4 (de 1973 et la suite).

Le n° 3 indique qu'il y eut un n° 2 consacré à « la non-violence et à la révolution prolétarienne » et que ce numéro a valu à la rédaction d'être accusée, par certains lecteurs, de « faire de l'ouvriérisme » ou du « vulgaire gauchisme ».

Dans ce n° 3, il était mis en avant que « les personnes qui dans nos pays d'Europe occidentale se retrouvent dans l'idée de non-violence n'appartiennent pas au monde ouvrier ». Remarque qui montre une certaine ignorance de l'éditorialiste quand il écrit, citant pourtant Luther King et César Chavez, qu'aux États-Unis « il n'y a pas eu jusque-là, à proprement parler, de mouvement ouvrier » ... On est en droit d'espérer que, depuis ce temps, cette méconnaissance historique a été largement comblée.

Si, d'un côté, il faudra se désencombrer de l'idée toute faite que l'anarchisme ne peut se réaliser que dans la violence, de l'autre, il faudra que la non-violence se débarrasse d'une autre idée toute faite que la démocratie est l'idéal à atteindre. Et, à ce propos, une réflexion est en route sur l'idée de désobéir en démocratie.

Il faudra donc que la non-violence se radicalise, qu'elle ne se contente plus d'être un tampon entre ceux qui sont en conflit ; il faudra que la non-violence en revienne à la lutte des classes ou du moins au caractère qu'a pris ce combat à notre époque.

Le temps de l'éducation, sans doute, n'est pas révolu ; il est nécessaire, mais un pas supplémentaire est à franchir.

Nous pensons que l'imagination sociale s'ouvre à de nouvelles formes de lutte mais nous nous garderons de tout dogmatisme, de figer tant notre pensée que nos formes d'action, ne serait-ce que pour éviter certains désagréments du passé : les régimes autoritaires communistes et tous les massacres généralisés.

D'ailleurs...

**André Bernard
& Pierre Sommermeyer**